
[France-Inter ou France-Intox ?](#)

Le 02-12-2022

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Par Jean-Michel Toulouse, membre du Bureau politique du Parti de la démondialisation

France-Inter devrait être une chaîne de radiodiffusion publique dont la vocation serait d'informer honnêtement les auditeurs sur l'actualité, les progrès scientifiques, la culture, les faits sociaux, les événements nationaux et internationaux. Mais que constate-t-on lorsqu'on écoute l'émission du matin entre 7h et 9h30 ? Qu'il s'agit en réalité de la transmission de la propagande du pouvoir !

Le scénario est toujours le même, réglé par une répartition des rôles bien rodée. Des "actualités", passées au crible par une équipe de "psycho-sociologues" de plateaux dont le seul objectif est de brouiller les pistes et d'orienter l'opinion - de la fabriquer - vers des "effets voulus", c'est-à-dire soit un détournement de l'opinion dans des directions inoffensives pour le pouvoir, soit carrément une déformation des faits pour les transformer en opinions de soutien dudit pouvoir. C'est ainsi, par exemple, qu'on « explique » le drame ukrainien par « la folie de Poutine », ou le désir de la Russie de conquérir le Dombas, sans expliquer ce qui s'est passé depuis 2014 (et même avant) c'est-à-dire depuis la "révolution colorée" de Maïdan fomentée par la CIA et le Pentagone, aidés par leurs homologues de l'OTAN. Et, bien entendu, en omettant de rappeler que le Dombas et la Crimée furent des territoires russes pendant des siècles. Nous avons donc droit aux interventions d'un "spécialiste" (expert) en géopolitique dont le seul rôle est d'exposer la propagande de l'OTAN ou de son UE subordonnée, et non d'expliquer les véritables enjeux de la situation. Pour ce "spécialiste" aux petits pieds, la grille explicative est simple : les États-Unis et l'UE sont l'incarnation de la "démocratie" et du "bien", tandis que la Russie et la Chine personnifient la "dictature" et le "mal", comme au temps de Reagan et Thatcher !

Sur le plan économique, pas mieux puisqu'on nous sert un pâté d'alouette tous les matins : un bœuf entier de propagande macroniste et une alouette pour l'opposition ! Car, en effet, un idéologue shooté au libéralisme absolu officie cinq jours sur sept pour infuser son poison. Mais les apparences sont sauvées puisque la direction de l'antenne nous présente un débat contradictoire avec quelques auteurs - tel Piketty - à condition qu'ils réussissent l'exploit de contrer en dix minutes cinq jours de propagande patronale et capitaliste éhontée ! Peine perdue évidemment.

En matière d'analyses politiques, on serait en droit d'attendre d'une radio publique qu'elle fasse le boulot loyalement. Mais las. Le concept a été vidé de son sens par France Intox. Un ineffable commentateur, qui vient d'être remplacé par un nouveau, a pour rôle de mettre en pratique l'aphorisme de Nietzsche : « troubler les eaux afin de faire croire qu'elles sont profondes » et éviter que le pouvoir ne puisse être mis face à ses propres turpitudes.

Tous ces individus (dits journalistes, personnalités ou experts) sont naturellement multiscartes. Ils sévissent à la radio, à la télévision et dans la presse. Ils sont managés sur France Intox par deux animateurs qui - très modestement rémunérés également...- agissent comme FOG (bien connu lui aussi), lequel se vante « de baiser tous les jours avec le pouvoir » ! Ces deux animateurs rient allègrement aux plaisanteries douteuses vomies par quelques clowns qui sont loin d'avoir le talent de Charline Vanhoenacker, pas encore censurée par cette radio, mais cela ne saurait tarder !

Reconnaissons qu'en cadeau de fidélité et pour donner le change, quelques rares interviews servent de caution à toute cette marchandise concoctée par les représentants du Medef, de l'Élysée et de l'Union européenne.

Bref, on l'aura compris France Inter est aux antipodes d'un contre-pouvoir et a même renoncé à informer contradictoirement. Tout sauf du journalisme. Cette radio publique est désormais alignée sur les rédactions contrôlées par les oligarques. Pas étonnant si l'on comprend que ces derniers sont au pouvoir.

Changer le système médiatique, dès que possible

Si comme nous l'espérons un gouvernement démocratique est élu lorsque le peuple excédé par cette propagande sans limite aura renvoyé dans ses foyers le pouvoir macroniste, nous devons nettoyer ces écuries d'Augias en mutant ces malhonnêtes qui se prétendent journalistes, alors qu'ils discréditent la profession, vers les postes de travail qu'ils auront passé leur temps à dénigrer et mépriser peut nous faire rêver ! Allez, soyons fous, nous les verrions bien huit heures par jour payés au SMIC occuper un poste de caissière, d'éboueur ou d'aide à domicile ! Peut-être alors que cette petite bourgeoisie intellectuelle, privée de sa domesticité, comprendrait enfin ce qu'est un travail difficile et sous-rémunéré !

Jusqu'à quand laisserons-nous ces ventriloques du pouvoir, ces agents patentés des classes dominantes et ces clowns corrompus, déshonorer le métier de journaliste ? Ce sera au peuple de répondre à cette question. Car sans liberté de la presse la liberté d'expression n'est qu'un mot tordu pour faire croire à l'existence d'un régime démocratique.

Quelques proposition du Pardem à propos des médias dans le cadre d'un gouvernement réellement démocratique :

- socialisation de tous les médias, publics comme privés) car plus un seul média ne doit être aux mains de quelque milliardaire que ce soit (aujourd'hui comme on le sait neuf oligarques les détiennent pratiquement tous) ; un statut des journalistes professionnels formés dans des écoles publiques, ayant fait leurs preuves dans leur métier de journalistes d'investigation et non de ventriloques de leurs maîtres et rémunérés convenablement sans plus et non à des sommes de 15 à 45 000 euros nets mensuels (ce qui ne concerne qu'une poignée d'entre eux car la majeure partie de la profession est réduite à fournir des piges) ;
- création d'un Conseil démocratique des médias élu par les citoyens et composé de journalistes professionnels, d'usagers et d'élus du peuple veillant au respect de la déontologie et de l'expression démocratique et équilibrée de l'ensemble des organisations politiques, syndicales et associatives de ce pays. Ce que ne fait en rien l'actuelle ARCOM (la prétendue Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique qui a succédé au CSA).

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire